

fonctions et les actifs transférables du Centre d'information audio-visuelle des Nations Unies sur les établissements humains (Vision Habitat);

3. *Prie* le Secrétaire général de procéder à des consultations avec le Gouvernement canadien sur les dispositions officielles qu'il conviendrait de prendre au sujet de la cessation ou de l'expiration de l'accord;

4. *Encourage* tous les Etats Membres à mettre à la disposition du Centre des Nations Unies pour les établissements humains la documentation audio-visuelle élaborée aux fins de leurs programmes d'action nationaux;

5. *Lance un appel* à tous les Etats et à toutes les organisations intéressées pour qu'ils mettent à la disposition du Centre des Nations Unies pour les établissements humains les ressources nécessaires à la poursuite de ses activités d'information, y compris les activités audio-visuelles;

6. *Prie* le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains de faire rapport à la Commission des établissements humains, lors de sa troisième session, sur les progrès réalisés en vue de créer un service unifié d'information.

104<sup>e</sup> séance plénière  
14 décembre 1979

### 34/116. Renforcement des activités relatives aux établissements humains

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions pertinentes, notamment les résolutions 2718 (XXV) du 15 décembre 1970, 3001 (XXVII) du 15 décembre 1972, 3327 (XXIX) du 16 décembre 1974 et 32/162 du 19 décembre 1977,

*Notant* que, dans le rapport de la Commission des établissements humains sur les travaux de sa deuxième session<sup>67</sup>, il est demandé aux Etats Membres de considérer les programmes relatifs aux établissements humains comme étant un élément important faisant partie intégrante des plans de développement national,

*Reconnaissant* que les objectifs du nouvel ordre économique international concernent à la fois une amélioration générale de la situation économique des pays en développement et la réalisation de l'équité sociale dans la répartition des avantages issus de la croissance économique,

*Convaincue* que les activités relatives aux établissements humains peuvent contribuer dans une importante mesure à la réalisation de ces deux objectifs du nouvel ordre économique international,

*Reconnaissant* que l'un des besoins les plus urgents des pays en développement est d'améliorer les conditions de vie et de travail des groupes à faible revenu et des groupes désavantagés, tant dans les régions rurales que dans les régions urbaines,

*Convaincue* que les programmes relatifs aux établissements humains sont un moyen de corriger directement les inégalités dans l'accès au logement, aux services publics, aux services sanitaires, à l'éducation et aux équipements collectifs et peuvent donc apporter très rapidement une contribution à la satisfaction des besoins immédiats et

quotidiens des groupes à faible revenu et des groupes désavantagés,

*Convaincue* que les programmes relatifs aux établissements humains constituent le moyen le plus efficace de créer les structures communautaires recherchées pour économiser l'énergie et les ressources naturelles,

1. *Prie instamment* les Etats Membres de consacrer, dans le cadre de leurs priorités nationales, une part plus importante de leurs ressources nationales au renforcement des activités relatives aux établissements humains en tant que moyen propre à susciter une transformation économique et sociale;

2. *Suggère* que les Etats Membres étudient les programmes de coopération multilatérale et bilatérale, notamment ceux qui sont financés par le Programme des Nations Unies pour le développement, en vue de déterminer s'ils peuvent consacrer des ressources financières plus importantes au secteur des établissements humains;

3. *Prie* les Etats Membres de faire rapport tous les deux ans à la Commission des établissements humains sur les progrès accomplis dans l'application des recommandations d'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains concernant les mesures à prendre à l'échelon national et sur le montant et les sources de financement international et national consacrés aux activités relatives aux établissements humains.

104<sup>e</sup> séance plénière  
14 décembre 1979

### 34/117. Coopération technique entre pays en développement

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1<sup>er</sup> mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

*Rappelant également* sa résolution 33/134 du 19 décembre 1978, dans laquelle elle a fait sien le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement<sup>68</sup>, qu'elle considèrerait comme un important instrument permettant à la communauté internationale d'intensifier et de renforcer la coopération entre pays en développement, rendant ainsi plus efficace la coopération internationale pour le développement,

*Prenant note* du Programme d'Arusha pour l'autonomie collective et cadre de négociations<sup>69</sup>, adopté par la quatrième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-

<sup>68</sup> Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, Buenos Aires, 30 août-12 septembre 1978 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.II.A.11 et rectificatif), chap. I<sup>er</sup>.

<sup>69</sup> Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, cinquième session, vol. I : Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.79.II.D.14), annexe VI.

<sup>67</sup> Ibid., Supplément n° 8 (A/34/8).